

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

N°50/2025 AE

Arrêté du **24 NOV. 2025**
portant autorisation environnementale,
relatif à la régularisation et l'extension de l'élevage porcin exploité par La SARL LE
DUFF au lieu-dit Kerivin sur la commune de PLOMODIERN.

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment le chapitre unique du Titre VIII du Livre 1^{er}, le Titre 1^{er} du Livre II et le Titre 1^{er} du Livre V (parties législative et réglementaire) ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié, établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral régional du 24 mai 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de préfet du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 29-2025-09-03-00004 du 3 septembre 2025 donnant délégation de signature à M. Rémi RECIO, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 36/2000 A du 22 mars 2000, complété par les arrêtés préfectoraux n°326/2001 A du 21 novembre 2001, n°429-2004/A du 06 janvier 2004, n°18/2005 AE du 11 janvier 2005 et n° 187-2011/AE du 6 juillet 2011, autorisant la SCEA LE DUFF à exploiter un élevage bovin et porcin au lieudit Kerivin à PLOMODIERN ;

VU le récépissé de changement de structure juridique du 12 juillet 2016 de l'atelier porcin au nom de la SARL LE DUFF ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 avril 2023 modifié, mettant en demeure la SARL LE DUFF suite à l'annulation de l'arrêté d'enregistrement n°37-2019/E en date du 7 mai 2019, soit de revenir aux effectifs détenus à hauteur de l'autorisation précédemment délivrée dans un délai de 6 mois, soit de déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale pour une nouvelle extension pour le 9 octobre 2023 au plus tard ;

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 4 octobre 2023, par la SARL LE DUFF en vue de la régularisation et de l'extension de l'élevage porcin au lieu-dit Kerivin sur la commune de PLOMODIERN ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 juin 2024 portant prolongation de la durée de la phase d'examen dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale présenté par la SARL LE DUFF au lieu dit Kerivin à PLOMODIERN en vue de la régularisation et de l'extension de l'élevage porcin sis au lieu-dit Kerivin sur la commune de PLOMODIERN ,

VU la demande de complément en date du 2 juillet 2024 ;

VU le dossier complété déposé le 26 juillet 2024 ;

VU l'avis émis le 7 novembre 2024 par la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) ;

VU la délibération du conseil de gestion du Parc Naturel Marin d'Iroise du 6 novembre 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 janvier 2025 relatif à l'achèvement de la phase d'examen ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 mai 2025 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du vendredi 6 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la SARL LE DUFF , en vue de la régularisation et de l'extension de son élevage porcin sis au lieu-dit Kerivin à PLOMODIERN dans le cadre de la restructuration entre les sites de Kerivin (siège social) et de Kergustans ;

VU les délibérations adoptées par les conseils municipaux de :

- TELGRUC SUR MER du 8 juillet 2025 ;
- PLONEVEZ PORZAY du 7 juillet 2025
- SAINT-NIC du 16 juin 2025 ;
- PLOEVEN du 9 juillet 2025 ;
- PLOMODIERN du 10 juillet 2025 ;
- LANDEVENEC du 9 juillet 2025 ;

VU l'absence de délibération du conseil municipal de la commune d'ARGOL sur le projet ;

VU le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice en date du 30 juillet 2025 transmis au pétitionnaire le 11 juillet 2025 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2025 portant prorogation du délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale présentée par la SARL LE DUFF en vue de la régularisation et de l'extension de son élevage porcin sis au lieu-dit Kerivin à PLOMODIERN dans le cadre de la restructuration entre les sites de Kerivin (siège social) et de Kergustans ;

VU le rapport n°2025/04869 du 4 novembre 2025 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP) ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en sa séance du 21 novembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté transmis par courriel au pétitionnaire le 7 novembre 2025 ;

VU les autres pièces du dossier ;

CONSIDÉRANT les éléments techniques du dossier et les avis émis ;

CONSIDÉRANT que les observations formulées pendant l'enquête publique sont principalement relatives à la régularisation à posteriori après le jugement du tribunal administratif, la qualité des eaux de baignades, la prolifération des algues vertes, la pression azotée, le plan d'épandage, les conditions d'élevage, le climat et les émissions de gaz à effet de serre, la biodiversité, la santé humaine, le voisinage, l'activité économique, le paysage, les sols ainsi que des observations diverses ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure de l'autorisation environnementale selon la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'autorisation a été constitué et déposé par le pétitionnaire en tenant compte du 6^e programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en date du 2 août 2018 modifié, en vigueur lors du dépôt du dossier ;

CONSIDÉRANT que le 7^e programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en date du 24 mai 2024 est entré en vigueur entre la date de dépôt du dossier complété et la date du présent arrêté autorisant l'activité de la SARL LE DUFF ;

CONSIDÉRANT que l'instruction de la demande n'est pas remise en cause par le 7^e programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en date du 24 mai 2024, quand bien même le dossier de demande a été constitué conformément au 6^e programme d'action régional ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi le projet est compatible avec le 7^e programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en date du 24 mai 2024 ainsi qu'avec le 6^e programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en date du 2 août 2018 ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et établissements publics de l'État consultés et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que le projet de la SARL LE DUFF, au vu de l'étude d'impact présentée, des mesures d'évitement et de réduction prévues et prescrites, n'a pas d'incidences notables directes et indirectes sur la population et la santé humaine, sur la biodiversité ordinaire proche, sur la biodiversité remarquable du périmètre d'effet, sur les terres, le sol, l'eau, l'air et le climat, sur les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage ;

CONSIDÉRANT :

- que l'ensemble du plan d'épandage est situé en zone d'actions renforcées pour la lutte contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole (ZAR) et dans le bassin algues vertes de la baie de DOUARNENEZ ;
- que le pétitionnaire dans son dossier, indique être engagé dans le programme d'action volontaire de la baie de DOUARNENEZ ;
- que les résultats d'analyses présentés par l'établissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez sur son site internet, montrent une baisse significative de la concentration en nitrates dans les cours d'eaux du bassin versant de la baie de Douarnenez ;

- que les résultats d'analyses présentés par l'établissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez sur son site internet, montrent une baisse significative de la concentration en nitrates dans les cours d'eaux (Kerharo, Lestrevet) concernés par le projet ;
- que dans sa note technique le Parc Naturel Marin d'Iroise indique que l'objectif des -30% des flux d'azote est atteint sur les 2 cours d'eau concernés par le plan d'épandage et le site d'élevage.
- que le dimensionnement du plan d'épandage est suffisamment dimensionné pour gérer de manière agronomique l'épandage des lisiers bruts produits par la SARL LE DUFF sur les sites de Kerivin et Kergustans à PLOMODIERN ;
- que les risques de transferts de nutriments vers le milieu aquatique par ruissellement sur les parcelles d'épandage est pris en compte dans l'étude du plan d'épandage et matérialisé sur la cartographie du plan d'épandage ;
- que les éléments anti-érosifs existants sur le plan d'épandage sont maintenus pour préserver la qualité de l'eau superficielle ;
- que l'îlot situé en zone conchylicole exploité par la SCEA LE DUFF est exclu du plan d'épandage ;
- que le projet de la SARL LE DUFF dans le cadre de la restructuration entre les sites de Kerivin et Kergustans, ne conduit pas à une augmentation de la production d'azote par rapport à la situation autorisée de ces deux sites ;
- que la pression en azote organique passe de 143kg/ha de SAU avant projet (situation en 2011) à 127 kg/ha de SAU après projet chez le pétitionnaire ;
- que la pression en azote organique et minéral passe de 200 kg/ha de SAU avant projet (situation en 2011) à 168 kg/ha de SAU après projet chez le pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT que les installations relevant des régimes de l'autorisation et de l'enregistrement présentes dans un rayon de 1 km et de 3 km autour du site ont été recensées ;

CONSIDÉRANT que les risques d'atteintes au milieu aquatique par déversement accidentel de lisier sont prévenus par la réalisation d'un bassin de rétention au point bas de l'exploitation et par la présence d'un talus permettant de retenir environ 800 m3 de lisier en cas de déversement accidentel ;

CONSIDÉRANT que la procédure d'instruction de la demande n'a pas mis en évidence de dispositions d'ordre réglementaire ou d'intérêt général susceptibles de s'opposer à la régularisation et l'extension projetée ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire et les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L181-3 et L511-1 du Code de l'Environnement et que le respect des prescriptions permet de ramener à un niveau acceptable les dangers ou inconvénients des installations, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de 15 jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté susvisé ;

SUR la proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La SARL LE DUFF dont le siège social et le site d'exploitation sont situés à Kerivin sur la commune de PLOMODIERN est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter un élevage porcin dont les effectifs sont répartis comme suit :
240 porcs reproducteurs (315 places utiles), 2016 porcs de plus de 30 kg (porcs de production) avec 2016 places utiles, 16 porcs de plus de 30 kg (cochettes non saillies) avec 16 places utiles, 1474 porcs de moins de 30 kg (1474 places utiles).

L'effectif en présence simultanée ne pourra à aucun moment excéder celui figurant dans le tableau de l'article 2.1 suivant.

Article 1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral n° 36/2000 A du 22 mars 2000 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n°326/2001 A du 21 novembre 2001, n°429-2004/A du 06 octobre 2004, n°18/2005 AE du 11 janvier 2005 et n° 187-2011/AE du 6 juillet 2011, autorisant la SCEA LE DUFF à exploiter un élevage bovin et porcin au lieudit Kerivin à PLOMODIERN sont remplacés par le présent arrêté, pour ce qui concerne l'atelier porcin exploité au nom de la SARL LE DUFF.

Article 2 : Nature des installations

Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et par une rubrique de la nomenclature eau :

| Rubrique de la nomenclature | Libellé de la rubrique (activité) | Volume de l'activité | Régime * |
|-----------------------------|--|--|----------|
| 3660 (ICPE) | Élevage intensif de porcs : b) avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de productions (de plus de 30kg) | 2016 emplacements pour les porcs de production | A |
| 1.1.1.0 (EAU) | Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. | un forage | D |
| 2.1.5.0 (EAU) | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha | 2.8 ha | D |

* A : Autorisation , D = Déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, section et parcelles suivantes :

| Commune | Site | Sections | Parcelles/flots |
|------------|---------|----------|--------------------------------|
| PLOMODIERN | Kerivin | YH | 33 - 174 – 176 165 178 -179 |

Article 2.3 – Autres limites de l'autorisation

Le nombre de porcs charcutiers engraisés annuellement sur l'exploitation est limité à 5355 porcs charcutiers.

Article 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Article 4 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Article 5 : Modifications

Article 5.1 - Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 5.2 - Équipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 5.3 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 6 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code rural, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT DE L'INSTALLATION

Article 7 : Exploitation des installations

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter la consommation d'eau, limiter la consommation d'énergie et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- Maîtriser la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

L'installation doit être conforme aux plans du dossier.

Article 8 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

TITRE 3 PRÉVENTION DES RISQUES

Article 9 : Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Article 10 : Infrastructures et installations

Article 10.1- Dispositions constructives

Toutes dispositions constructives permettant d'éviter la propagation et le déclenchement d'incendie est mis en œuvre : distances entre les bâtiments (isolement de 8 mètres au moins entre les bâtiments à construire pour éviter toute propagation d'incendie), utilisation de matériaux ininflammables ou non combustibles, murs coupe-feu...

Article 10.2 - Accès et circulation dans l'établissement

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier en tout temps le passage des engins des services d'incendie.

Article 10.3- Protection externe contre l'incendie

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à combattre à savoir une réserve minimum de 180m³ validée par le SDIS.

Le nouveau bâtiment (bloc maternité-gestantes) doit disposer d'un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permettant l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif doit être positionné en amont des équipements de stockage. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande doit figurer sur le plan des réseaux.

Article 11 : Prévention des pollutions accidentelles

Article 11.1- Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces mesures sont aussi applicables aux canalisations de transfert d'effluents.

Les transferts d'effluents doivent être toujours réalisés en présence d'une personne travaillant sur le site.

Article 11.2 – Lutte contre les déversements accidentels d'effluents d'élevage

L'exploitant doit disposer de moyens de contrôle et de surveillance permettant d'éviter le déversement accidentel d'effluents dans le milieu naturel et dispose notamment d'un talus au bas de l'exploitation permettant de retenir environ 800 m³ de lisier en cas de déversement accidentel.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 12 : Prélèvements et consommations d'eau

Article 12-1- Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont effectués au niveau du forage de la SCEA LE DUFF exploité conjointement par la SARL LE DUFF.

Le prélèvement d'eau autorisé annuellement par la SARL LE DUFF sur le site de Kerivin est de 9467 m³ maximum. Cette eau est exclusivement réservée à l'alimentation en eau des animaux et à l'entretien des bâtiments d'élevage ; toute mise à disposition (personnel, élaboration de produits alimentaires, location...) est interdite en l'absence d'autorisation préfectorale.

L'exploitant s'assure que les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée et que les mesures sont régulièrement relevées. La périodicité des relevés des consommations d'eau est mensuelle et le résultat doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les données étant conservées pendant 3 ans.

L'exploitant de la SARL LE DUFF enregistre et transmet mensuellement à la SCEA LE DUFF, les volumes d'eau prélevés dans le forage et utilisés pour son élevage porcin.

Article 12-2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'exploitant s'assure que l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Une procédure de détection des fuites doit être mise en place à tous les niveaux de l'installation où cela est possible.

Article 13 : Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduares et des effluents d'élevage.

Les aires d'infiltration des eaux pluviales et les avaloirs sont protégés des risques de débordement de lisier.

L'exploitant est tenu de mettre en place un bassin de régulation des eaux pluviales de 201 m³ tel que prévu au dossier, muni d'une vanne d'arrêt qui doit rester fermée. Le bouchon obturateur du tuyau de régulation doit être mis en place hormis lors de périodes de précipitations.

Article 14 : Gestion des effluents et épandages

Article 14-1 - Collecte de la totalité des effluents

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduares ou des effluents.

Article 14-2 - Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivantes précisées au dossier de la demande d'autorisation environnementale :

| Nature et provenance des effluents de la SARL LE DUFF SITE DE KERIVIN | Kg Azote | Kg Phosphore | Kg Potassium |
|---|----------|--------------|--------------|
| Lisier porcin produit annuellement | 20171 | 12061 | 12962 |
| Azote issu du lavage d'air | 407 | - | - |
| Répartition des effluents à épandre sur le plan d'épandage exploité par la SCEA LE DUFF | | | |
| Sur terres exploitées en propre (apports porcin et bovin) | 32321 | 17176 | 25128 |

Article 14-3- Gestion des ouvrages de stockage

Après projet, l'exploitant dispose des capacités de stockage suivantes pour les effluents bruts :

| Effluent | Fosse (STO2) |
|----------------|---|
| Atelier porcin | 4498 m ³ soit une capacité de stockage de 9,8 mois |

Article 14-4- Protection des eaux superficielles

Afin de préserver la qualité des cours d'eau proches des parcelles recevant des épandages, l'exploitant s'assure du maintien en place des obstacles au ruissellement énumérés dans le dossier et indiqués dans le dispositif de maîtrise du risque érosif ; il est tenu notamment de mettre en place sur les ilots suivants :

| parcelle | Mesures à mettre en place |
|----------|---|
| 8.4 | Une bande enherbée de 10 m le long de la parcelle 8.2 |
| 34.6 | Une bande enherbée sur l'emprise de la zone humide |
| 44.3 | Une bande enherbée de 20 m le long du ruisseau |
| 13.2 | Une bande enherbée de 20 m ou un talus |
| 36.2 | Une bande enherbée de 20 m ou un talus |

TITRE 5 AUTO-SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Article 15 : Principes généraux du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article 16 : Auto surveillance de l'alimentation biphasé :

L'exploitant tient trois ans à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les justificatifs de réalisation et les résultats de l'alimentation biphasée (aliments industriels ou à la ferme) :

Récapitulatif annuel des fabrications et/ou achats d'aliments, par type d'aliments.

Taux de matière azotée totale des aliments achetés et/ou fabriqués.

Il conserve pendant la même durée les formulations des différents types d'aliments et, dans le cas de fabrications à la ferme, les analyses de matière première réalisées par un laboratoire agréé.

Article 17 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats :

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 18 : Auto surveillance des transferts des effluents vers la SCEA LE DUFF sise à PLOMODIERN

L'exploitant est tenu de :

- Transférer annuellement au minimum la quantité de lisier et de boues de laveurs d'air prévue dans le dossier, correspondant aux effectifs et au plan d'épandage autorisés.
- Enregistrer les livraisons des déjections animales et des boues (bordereaux de livraison co-signées par les deux parties)

TITRE 6 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DU BREF ÉLEVAGE

Article 19 : Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation, en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. Elle s'appuie à cet effet sur le document de référence disponible dans l'Union Européenne, à savoir le BREF-élevages intensifs.

Les meilleures techniques disponibles sont celles figurant dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de porcs ou de volailles susvisées, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin Officiel.

Ainsi, l'exploitant doit notamment mettre en œuvre les dispositions constructives suivantes conformément au dossier déposé :

Pour l'amélioration de la qualité de l'air : installation des laveurs d'air sur le bâtiment P 10.2 et le bâtiment de maternité-gestante en projet.

Article 20 : Surveillance des laveurs d'air

L'exploitant doit assurer le maintien en service et le suivi du bon fonctionnement des laveurs d'air, en mettant en place dans les 3 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'autorisation, un programme de contrôle intégrant le suivi de paramètres tels que la conductivité électrique, le pH, les concentrations en ammoniacque, nitrates, nitrites des eaux de chaque laveur d'air et/ou tout autre paramètre à définir. Les valeurs mesurées sont enregistrées et comparées aux préconisations du fournisseur. A chaque évacuation de boue, le volume enlevé doit être enregistré.

Article 21 : Surveillance des émissions de poussières

L'exploitant doit maîtriser les émissions de poussières au cours de la réception et du concassage des céréales et doit enlever régulièrement les poussières accumulées au sol ou accrochées aux parois dans la fabrique d'aliments.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation (transvasement, transport de produits pulvérulents) sont munis de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisferont par ailleurs la prévention des risques d'accident, d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Article 22 : Réexamen des conditions d'exploitation

Conformément à l'article L 515-28 du code de l'environnement, l'exploitant procède périodiquement et, si nécessaire, à l'actualisation de ses conditions d'exploiter pour tenir compte de l'évolution des meilleures techniques disponibles.

Article 23 : Déclaration des émissions polluantes

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, l'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émission des polluants visés dans les annexes dudit arrêté, afin de déclarer en cas de dépassement de ces seuils, lesdites émissions générées par son élevage.

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié susvisé.

Article 24 : Énergie

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la consommation d'énergie au travers de la conception des logements des animaux, des règles de gestion de l'exploitation et de l'entretien adéquat du logement et de l'équipement.

L'exploitant tient un registre de la consommation des énergies utilisées. Cet enregistrement est au minimum annuel.

TITRE 7 PUBLICITÉ - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – EXÉCUTION

Article 25 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de PLOMODIERN et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Finistère
- L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 26 : Délais et voies de recours

- RECOURS CONTENTIEUX

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télerecours citoyens accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr>) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation présente pour les intérêts fixés aux articles L. 181-3 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de la présente décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

- RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE

La présente décision peut faire l'objet d'un gracieux auprès du préfet ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

En cas de recours administratif par un tiers intéressé, l'auteur est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif.

- RÉCLAMATION

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R181-45.

Article 27 : Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Rémi RECIO



Copie transmise à :

- Sous – préfecture de CHATEAULIN
- Mairie de PLOMODIERN
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- Direction départementale des territoires et de la mer (service eau et biodiversité)
- Service départemental d'incendie et de secours du Finistère
- Mme Catherine DESBORDES , commissaire enquêtrice
- SARL LE DUFF - Kerivin - PLOMODIERN